

Démission de la Commission européenne

Prise de position (mars 1999)

Le Bureau de la Ligue Européenne de Coopération Économique a examiné les événements qui ont conduit à la démission de la Commission européenne, notamment à la lecture du premier rapport du Comité d'experts indépendants "sur les allégations de fraude, de mauvaise gestion et de népotisme à la Commission européenne" rendu public le 15 mars 1999.

Il se réjouit de la réaction rapide du Conseil et de la nomination de M. Romano Prodi. Il a néanmoins procédé à un examen des conséquences possibles de cette décision sur le présent et le devenir de la construction européenne. Ses conclusions sont les suivantes:

- 1.** Sans se prononcer sur le contenu et la gravité des faits soumis à investigation, la Ligue regrette que les cas de dysfonctionnement évoqués dans le rapport occulte le travail important et de qualité fourni par le collège des Commissaires au cours des quatre dernières années, en particulier la réalisation du marché unique, le lancement de l'euro et l'élaboration de l'Agenda 2000.
- 2.** Tout en respectant la décision qui est un acte de nature politique, la Ligue, qui suit et analyse les activités communautaires depuis ses débuts, réaffirme son attachement à la Commission européenne en tant qu'institution indépendante des états membres et force de proposition et d'initiative au service de l'Europe. Elle souligne également son attachement à une fonction publique européenne indépendante, qui par son ouverture et son sens de l'intérêt communautaire a été à la base des succès enregistrés depuis 1958.
- 3.** Dans l'immédiat, la Ligue demande aux gouvernements:
 - ◇ de désigner au plus vite une Commission opérationnelle et en mesure de faire face aux échéances rapprochées et importantes qui sont les siennes, en particulier l'achèvement du lancement de l'euro, la réforme de la PAC, l'élargissement, le renforcement de la politique de concurrence, ainsi que les progrès nécessaires vers une harmonisation de la fiscalité;
 - ◇ de considérer comme prioritaire la réforme des institutions, trop longtemps différée, notamment la fixation du nombre de commissaires, le contrôle de l'administration européenne, etc...;
 - ◇ de prendre les mesures nécessaires pour parvenir à une nouvelle étape d'unification politique de l'Europe, en particulier dans le domaine de la défense, et d'affirmer ainsi sa présence et son efficacité sur la scène internationale.

- - - - -